

Il est temps de prendre conscience de la réalité et de réagir

En 1975, animée par un objectif tout à fait louable, la loi Haby homogénéisa le contenu des enseignements dispensés aux élèves dans le premier cycle du secondaire. Pour ce faire, elle supprima la distinction entre les CES et les CEG et donna naissance à ce que l'on a appelé depuis « le collège unique ». Accessoirement, elle reconnut pour la première fois la notion de « communauté éducative » réunissant les élèves, les enseignants, les personnels non enseignants et les parents d'élèves.

Dès lors, sous couvert de « démocratisation », les ministères successifs se sont engagés aveuglément dans la voie de la « massification ». C'est ainsi que Jospin ouvrit la porte en 1989 au clientélisme des parents d'élèves, avec l'objectif - désormais atteint et même dépassé - d'amener 80 % d'une classe d'âge au Baccalauréat. Plus récemment, et toujours dans la même veine, Peillon réforma l'école, Vallaud-Belkacem le collège, Blanquer le lycée et le Baccalauréat...

À présent, l'enseignement supérieur accueille des étudiants dépourvus du nécessaire pour y réussir et se font exploiter par des officines qui leur proposent de rattraper leurs retards en quelques semaines moyennant finances. À présent, les personnels administratifs sont exposés à des charges de travail insupportables. À présent, les chefs d'établissement sont placés dans des positions qui les mènent de plus en plus fréquemment au burn-out. À présent, les concours de recrutement n'attirent même plus suffisamment de candidats.

À présent, également, les professeurs sont insultés, calomniés, diffamés, menacés, agressés et parfois même assassinés. « Mais », car il y a un « mais », leur comportement a-t-il bien été toujours, partout et tout temps exemplaire ? **Merci au détestable article premier de la loi sur l'école de la confiance grâce auquel s'est opérée l'inversion de la charge.** Combien d'entre nous ont-ils eu à connaître cette humiliation : s'entendre dire, ou lire, dans un rapport RH ou DPE, que l'élève ou la famille qui les a pris pour cible *ne l'aurait pas fait si...*

Soljenitsyne, une fois installé en Occident, a écrit un texte immense qu'il a intitulé *Le déclin du courage*, encore appelé « discours de Harvard », dont la lecture devrait être rendue obligatoire à tous les « encadrants » de notre ministère, et de nos rectorats, à tous les inspecteurs aussi, en particulier les généraux, et ceux dits de « vie scolaire ».

Les résultats de cette évolution sont édifiants. A présent, il n'y a plus d'échec scolaire, le redoublement décrété « exceptionnel » par les textes réglementaires n'étant quasiment plus utilisé. A présent, on raccroche les décrocheurs, on inclut à tour de bras et on remplace de plus en plus ouvertement l'enseignement professionnel par l'apprentissage. Le tout au nom d'un droit à la réussite qui n'est qu'une utopie puisque la sélection n'a pas disparu. Rebaptisée « orientation », elle a été décalée en troisième année de licence, où elle se fait sans bruit.

A n'en pas douter, les ministres successifs sont fiers du travail qu'ils ont accompli, même si, tout comme ceux qui nous « managent », ils placent prudemment leurs propres enfants dans des écoles qui garantissent leur travail, leur instruction et partant leur réussite.

Ce processus, qui s'est étalé sur plusieurs décennies et dont les méfaits sont de plus en plus ouvertement dénoncés, a été rendu possible par des complices autoproclamés progressistes, des idiots utiles, des ambitieux et des thésards en sciences de l'éducation avant tout soucieux de leur carrière, qui sans vergogne continuent d'affirmer qu'une classe de 35 élèves hétérogènes ne pose des problèmes qu'aux enseignants mal formés, et aux incapables.

L'ultra libéralisme européen aujourd'hui ouvertement à l'œuvre hait les services publics, les détruit méthodiquement, et ses servants méprisent les fonctionnaires : souvenez-vous des PTT, de France Telecom, de la SNCF ; voyez l'état de l'hôpital public ; frémissez pour notre école et relevez la tête !

Il est temps de sortir des abris et des sentiers battus : saisissez l'occasion des élections professionnelles de décembre 2022 pour faire avec nous le pari de l'intelligence, et prendre activement la défense de l'école française ! Le rôle d'un syndicat est d'agir et de prendre la défense des intérêts matériels et moraux de ceux qu'il fédère : nous assumons ce rôle avec fierté en réunissant les personnels de toutes catégories et de toutes fonctions qui refusent la maltraitance, la lâcheté et l'inaction face au déclin.

La voix d'Action & Démocratie commence à porter, et donc forcément à déranger l'entre-soi et la complaisance feutrée qui règnent dans les salles du ministère et des rectorats. Les attaques à tout-va à notre encontre ont par conséquent déjà commencé, mais nous sommes solides et considérons qu'elles sont bon signe ! Nous les encaisserons sans faillir et non sans y répliquer ni persévérer...